

La Bolivie cherche à récupérer des millions de dollars volés par un ancien ministre

Image not found or type unknown

La Paz, 15 juin (RHC) En marge de la procédure pénale aux États-Unis, la Bolivie travaille à un procès civil pour récupérer les millions volés par l'ancien ministre du gouvernement Arturo Murillo, a déclaré une source officielle.

'Il s'agit d'une cause de récupération des actifs pour les dommages économiques occasionnés dans l'affaire des Gaz Lacrymogènes. Nous avons transmis l'information au cabinet d'avocats (Greenberg Traurig) pour sauver ce surplus', a déclaré le procureur général de l'État, Wilfredo Chávez.

Nous allons quantifier les dégâts, parce qu'il ne s'agit pas de n'importe quelle affaire car il été négocié dans le cadre de la pandémie de Covid-19, quand le pays avait besoin de ces ressources pour sauver des vies, alors il faut voir le montant supplémentaire', a ajouté le représentant devant les tribunaux.

Il doit être égal à celui pris pour le soi-disant l'achat (2,3 millions de dollars), encore plus, bien que l'idéal serait de doubler le surprix, a précisé Chávez dans une interview avec Bolivia TV.

La justice de Washington a arrêté Murillo le 26 mai dernier pour les délits de corruption et de blanchiment d'argent sur le sol américain, commis en achetant des gaz lacrymogènes pour l'administration de facto dirigée par Jeanine Áñez.

Outre l'ancien fonctionnaire, sont impliqués sa sœur Magda Mireya, son beau-frère Daniel Leonardo Aliss Paredes, et les officiers de police Victor Gómez Apaza et Daniel Bellot.

La liste comprend Sergio Rodrigo Méndez Mendizábal, ancien chef de cabinet de Murillo, et Luis Berkman, Bryan Berkman et Philip Lichtenfeld, ainsi que d'autres personnes.

La semaine dernière, Luis et Bryan Berkman, deux des représentants de la société qui a servi d'intermédiaire, ont versé des cautions d'un demi-million de dollars et de 350 000 dollars, respectivement, pour éviter leur incarcération dans une prison et se défendre en liberté.

L'audience contre Murillo a été reportée au 9 juillet à Miami, en Floride, et, bien qu'il négocie une privation de liberté de moins de 20 ans, les autorités boliviennes n'excluent pas une liberté sous caution.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/260676-la-bolivie-cherche-a-recuperer-des-millions-de-dollars-voles-par-un-ancien-ministre>



Radio Habana Cuba